

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 1er juillet 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la procédure d'information, de demande et de sélection de militaires pour leur utilisation en dehors des forces armées", a donné le 6 juillet 1994 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 1 juli 1994 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de informatie-, verzoek- en selectieprocedure van militairen voor hun beziging buiten de krijgsmacht", heeft op 6 juli 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Deze hoogdringendheid wordt ingeroepen omwille van het feit dat de wet van 20 mei 1994 betreffende de beziging van militairen buiten de krijgsmacht binnen de kortste termijnen dient in werking te treden ten einde de afvloeiing van de eerste militairen naar bezigingsbetrekkingen vanaf 1 oktober 1994 mogelijk te maken".

*

*

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

A l'alinéa 1er, in fine, on écrira :

"... des forces armées, notamment l'article 5, §§ 2 et 3, et l'article 28;".

.../...

Dispositif.

Article 2.

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'alinéa 3 est d'une compréhension difficile; il devrait être rédigé plus clairement.

Article 3.

Le texte néerlandais de cet article devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 6. Dans le mois qui suit la clôture du délai pour l'introduction des candidatures, le chef d'état-major de chacune des forces armées établit, pour sa force, une première sélection. Il vérifie, à cet effet, si les candidats appartenant à sa force satisfont aux conditions prévues à l'article 4 de la loi du 20 mai 1994 relative à

.../...

l'utilisation de militaires en dehors des forces armées et s'ils appartiennent au groupe-cible tel qu'il a été défini en application de l'article 2.

Si plusieurs candidatures ont trait à un même poste d'utilisation, il établit, dans le même délai, un classement provisoire des candidats pour ce poste en appliquant les critères de sélection définis à l'article 9".

Article 8.

1. A l'alinéa 1er, il est proposé d'écrire :

"Art. 8. Le comité de sélection vérifie les premières sélections prévues à l'article 6, alinéa 1er, et les confirme ou les modifie".

2. A la fin de l'alinéa 2 de cette disposition, il faut écrire "... et il applique les critères de sélection définis à l'article 9".

Article 9.

A l'alinéa 1er, 3°, et à l'alinéa 2, la disposition en projet établit un système d'évaluation des candidats par points étant entendu que du nombre de points obtenus par chaque candidat est déduit un nombre de points qui ne peut excéder dix - soit à peine dix pour cent du total - à raison de trois points "par condamnation à une peine criminelle ou

.../...

à une peine correctionnelle", à l'exception de peines jugées mineures, étant précisé que seules les condamnations encourues au cours des cinq dernières années sont prises en compte.

Un tel système n'est pas admissible. On comprend mal, en effet, que des personnes condamnées à des peines criminelles ou correctionnelles au cours des cinq dernières années puissent, à supposer qu'elles ne soient pas déjà destituées ou privées de leurs droits, être sélectionnées.

Il ne peut davantage être admis que la moralité résultant de l'absence de condamnation soit cotée à concurrence d'un maximum de dix points seulement sur un total de cent.

Il s'ensuit que ces dispositions doivent être fondamentalement revues.

Article 10.

Comme l'agrément donné par l'employeur porte sur les candidats et que cet agrément est organisé à l'article 11, alinéas 3 à 5, il n'y a pas lieu de prévoir que le classement des candidats sélectionnés par le Ministre de la Défense nationale soit "soumis à l'agrément de l'employeur"; il suffit qu'il lui soit soumis. On omettra donc, au 3^o de la disposition, les mots "à l'agrément de".

.../...

Article 11.

1. Si l'on peut admettre, comme le prévoit l'alinéa 2, que l'employeur puisse demander et obtenir copie de la fiche de caractéristique, dont un exemplaire a été transmis au Conseil d'Etat et qui ne contient que des renseignements de nature purement administrative, ainsi que des pièces du dossier administratif relatives aux études effectuées et aux brevets obtenus, il n'en va pas de même du feuillet des antécédents judiciaires et des notes de signalement ou notes de personnalité. En effet, les formulaires de tels feuillets et notes communiqués au Conseil d'Etat portent en caractères gras "CONFIDENTIEL - VERTROUWELIJK". En outre, figurent sur ces derniers documents des données sensibles concernant la personnalité et la vie privée des intéressés.

Tout au plus, de tels documents pourraient-ils être communiqués à l'employeur avec l'accord préalable des intéressés.

La disposition doit être revue.

2. L'alinéa 6 est inutile, en tant qu'il paraphrase le paragraphe 4 de l'article 5 de la loi et doit, dans la même mesure, être omis.

Il n'a, en réalité, d'autre portée que de prévoir que la décision de l'employeur doit être notifiée "aux candidats concernés"; la disposition en projet doit, dès lors, être réécrite en précisant ce qu'il y a lieu d'enten-

.../...

dre par "candidats concernés" (s'agit-il de ceux agréés par l'employeur, de ceux qu'il n'a pas agréés ou de tous les candidats ?).

Article 13.

La disposition est, elle aussi, inutile, car elle ne fait que reproduire des règles qui figurent déjà à l'article 5, § 5, alinéa 2, de la loi.

Article 15.

On écrira :

"Art. 15. La loi du 20 mai 1994 relative à l'utilisation de militaires en dehors des forces armées entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté".

Observations finales.

1. Dans l'ensemble du texte, il faut remplacer les mots "sur base" par les mots "sur la base de" et le mot "endéans" par "dans".

2. Les délais doivent s'écrire en toutes lettres.
On écrira : "dix semaines", non "10 semaines", etc.

.../...

3. Il n'est pas d'usage d'interrompre une énumération par l'insertion de phrases ou d'alinéas incidents.

4. Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemples, certaines propositions à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Deze hoogdringendheid wordt ingeroepen omwille van het feit dat de wet van 20 mei 1994 betreffende de beziging van militairen buiten de krijgsmacht binnen de kortste termijnen dient in werking te treden ten einde de afvloeiing van de eerste militairen naar bezigingsbetrekkingen vanaf 1 oktober 1994 mogelijk te maken".

*

*

*

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Aan het eind van het eerste lid schrijve men :

"... buiten de krijgsmacht, inzonderheid op de artikelen 5, §§ 2 en 3, en 28;".

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

1. In het eerste lid vervange men de woorden "op voorstel van" door de woorden "op de voordracht van".

2. Het derde lid is moeilijk verstaanbaar; het behoort eenvoudiger te worden geredigeerd.

Artikel 3.

Men schrijve : "In de loop van een kalenderjaar wijst de Minister van Landsverdediging aan het eind van ieder trimester de kandidaten aan die in aanmerking komen voor een bezigheidsbetrekking, zodat ...".

Artikel 6.

Het zou beter zijn deze bepaling als volgt te stellen :

"Art. 6. Binnen een maand na afsluiting van de termijn voor het indienen van de kandidaturen voert iedere stafchef van de krijgsmacht voor zijn eigen krijgsmachtdeel een eerste selectie uit. Hij gaat te dien einde na of de kandidaten die onder zijn krijgsmachtdeel ressorteren, voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 4 van de wet van 20 mei 1994

.../...

betreffende de beziging van militairen buiten de krijgsmacht en of zij behoren tot de doelgroep, zoals deze is bepaald met toepassing van artikel 2.

Indien verscheidene kandidaturen betrekking hebben op een zelfde bezigingsbetrekking, maakt hij binnen dezelfde termijn een voorlopige rangschikking op van de kandidaten voor die functie, met toepassing van de selectiecriteria omschreven in artikel 9".

Artikel 8.

1. In het eerste lid wordt voorgesteld te schrijven :

"Art. 8. Het selectiecomité controleert de eerste selecties bedoeld in artikel 6, eerste lid, en bevestigt of wijzigt ze".

2. Aan het eind van het tweede lid van de bepaling schrijve men "... en past het de selectiecriteria toe, vastgelegd in artikel 9".

Artikel 9.

In het ontworpen eerste lid, 3º, en in het ontworpen tweede lid wordt een methode voor de beoordeling van de kandidaten door middel van punten vastgelegd, waarbij

.../...

van het puntenaantal dat iedere kandidaat behaald heeft maximum tien punten worden afgetrokken - dus nauwelijks tien percent van het totaal - ten belope van drie punten "per veroordeling tot een criminele straf of tot een correctionele straf", met uitzondering van de als lichter beschouwde straffen, met dien verstande dat alleen de veroordelingen opgelopen tijdens de laatste vijf jaar in aanmerking worden genomen.

Zulk een regeling is onaanvaardbaar. Men ziet immers niet in hoe iemand die in de loop van de laatste vijf jaar tot criminele of correctionele straffen is veroordeeld, gesteld dat hij niet is ontzet of dat zijn rechten hem niet zijn ontnomen, kan worden geselecteerd.

Het is evenmin aanvaardbaar dat voor de moraliteit als gevolg van de omstandigheid dat betrokkene niet is veroordeeld, een waardecijfer van slechts maximum tien punten wordt gegeven, op een totaal van honderd.

Bijgevolg moeten deze bepalingen grondig worden herzien.

Artikel 10.

De door de werkgever gedane "aanvaarding" van kandidaten wordt geregeld in artikel 11, derde tot vijfde lid, zodat niet behoeft te worden bepaald dat de rangschikking van de door de Minister van Landsverdediging geselecteerde kandidaten "ter aanvaarding (wordt) voorgelegd aan de

.../...

werkgever"; er kan mee worden volstaan ze hem voor te leggen. In onderdeel 3^o moeten bijgevolg de woorden "ter aanvaarding" vervallen.

Artikel 11.

1. Aanvaard kan worden dat, zoals het tweede lid voorschrijft, de werkgever een afschrift kan aanvragen en verkrijgen van de steekkaart personalia, waarvan een exemplaar is bezorgd aan de Raad van State en die slechts zuiver administratieve inlichtingen bevat, alsmede van stukken uit het administratief dossier met betrekking tot de gevolgde studie-opleiding en de behaalde brevetten. Dit is echter niet het geval met betrekking tot het blad van het gerechtelijk verleden, de beoordelingsnota's of persoonlijkheidsnota's. Op het formulier van die stukken en nota's, waarvan een exemplaar aan de Raad van State is bezorgd, staat in het vet gedrukt "VERTROUWELIJK - CONFIDENTIEL" te lezen. Bovendien bevatten die stukken gegevens die tot de persoonlijke levenssfeer van betrokkenen behoren.

Eventueel kan worden aanvaard dat die stukken aan de werkgever worden medegedeeld met de voorafgaande toestemming van de betrokkenen.

De bepaling moet worden herzien.

.../...

2. Het zesde lid moet als overbodig vervallen, daar het een herhaling is van het bepaalde in artikel 5, § 4, van de wet.

Die bepaling heeft in werkelijkheid geen ander doel dan voor te schrijven dat de beslissing van de werkgever "aan de betrokken kandidaten" ter kennis moet worden gebracht. Bijgevolg moet de ontworpen bepaling worden herschreven, waarbij wordt gepreciseerd wat onder "betrokken kandidaten" wordt verstaan (betreft het diegenen die door de werkgever zijn "aanvaard", die welke zijn afgewezen of alle kandidaten ?).

Artikel 13.

Deze bepaling is eveneens overbodig, daar ze alleen maar een herhaling is van de voorschriften vervat in artikel 5, § 5, tweede lid, van de wet.

Artikel 15.

Men schrijve :

"Art. 15. De wet van 20 mei 1994 betreffende de beziging van militairen buiten de krijgsmacht treedt in werking de dag waarop dit besluit in werking treedt.

.../...

Slotopmerkingen.

1. In de Franse tekst van het gehele ontwerp vervange men de woorden "sur base" door de woorden "sur la base de", en het woord "endéans" door het woord "dans".

2. De termijnen moeten voluit geschreven worden.

Men schrijve dus "tien weken" in plaats van "10 weken", enz.

3. Het is niet gebruikelijk een opsomming te onderbreken door invoeging van tussenzinnen of van tussen-gevoegde leden.

4. De Nederlandse tekst van een aantal artikelen is voor verbetering vatbaar. Zo wordt niet steeds de voorkeurspelling toegepast in artikel 2, tweede lid, 1^o ("functie" in plaats van "functie"), in de artikelen 3 en 14, 2^o ("effectief" in plaats van "effektief"), en in artikel 13 ("protocolakkoord" in plaats van "protokolakkoord"). Bovendien zou het beter zijn de woorden "aanduiden", "desgevallend", "ten laatste" en "voorzien" respectievelijk te vervangen door "aanwijzen", "eventueel", "uiterlijk" en "vaststellen". Bij het bepalen van termijnen schrijve men voorts "binnen een maand", "binnen twee weken", enz.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
P. HANSE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.